

Fête de l'Humanité : Les 9, 10 et 11 septembre

La Fête de l'Huma battra son plein au Bourget. Notre dossier s'y invite à quelques jours de l'ouverture.

P 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique *nla*

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 790

1^{er} septembre 2005

prix : 0,40 €

Quand les Chantiers récidivent...

Après les Indiens, les Pakistanais, les Roumains..., ce sont des travailleurs polonais qui sont contraints à faire la grève de la faim pour obtenir leurs salaires.

Ils ont gagné

Il faut que cela cesse



16^{ème} FESTIVAL MONDIAL DES JEUNES ET DES ÉTUDIANTS P 8

C'est à Caracas que s'est déroulé le grand rassemblement mondial. 3 jeunes de notre département y participaient.

OÙ VA LA SNCF P 3

L'annonce par la SNCF de la suppression de 70 trains «Corail» suscite de nombreuses réactions. Nous avons recueilli celles de Gilles BONTEMPS.



RENCONTRE AVEC EDOUARD DO SERRA P 3

Amicale et fructueuse rencontre entre la Fédération du Parti et le membre du CC du PC brésilien.

YANNICK PELTIER P 2

Deviens le nouveau secrétaire du Comité régional du Parti communiste à l'issue de la conférence régionale.



L'actualité politique...

EN BREF

Les 100 jours

L'hôte de Matignon avait déclaré à sa prise de fonction qu'il lui fallait 100 jours pour remettre la France sur les rails... On y arrive, on y arrive doucement mais sûrement et que voit-on si ce n'est un nouvel enlisement de notre pays dans la crise. Les prix augmentent entraînant de nouvelles difficultés pour les ménages, les faillites d'entreprises se multiplient, les licenciements redoublent. Seuls le MEDEF et ceux qui animent la bourse de Paris se frottent le nombril.

Comme les petits chiens

Si peu de choses ont changé depuis le départ de Raffarin, remarquons toutefois l'effort de communication dont fait preuve la nouvelle équipe gouvernementale. Nous avons le droit maintenant à une séance mensuelle d'autosatisfaction devant la presse avec les principaux acteurs de la vie politique de notre pays. Le premier d'entre eux qui s'exprime est encouragé sans compter par ses ministres qui, à ses côtés, ressemblent par leurs hochements de tête permanents à ces petits chiens gentils que l'on place sur la plage arrière des voitures (C'est beau la politique).

Fier comme Artaban !

Sorti tout droit des grandes écoles et après un séjour au pays poitevin, notre ministre des finances est indiscutablement celui que l'on remarque, boudiné dans un costume qui semble trop court pour lui ou qui aurait subitement rétréci au dernier lavage. Peut-être trop pris par son travail, souvenons nous des horaires affichés par l'un de ses malheureux prédécesseurs, il ne semble pas avoir le temps d'aller chez son coiffeur mais bref cela n'est pas grave, ce n'est qu'un look qui ne l'empêche pas de jouer son rôle du premier de la classe et de vanter à tout va, sa politique consistant à brader nos derniers bijoux de famille et vider les caisses de l'état.

Et le rebelle dans tout cela ?

Pas un coup médiatique sans lui, pas d'obsèques sans sa présence, pas de nouvelles missions de canadiens sans sa participation au côté du pilote. Enfin pas une information politique nationale ou internationale sans sa réaction à ne plus savoir si c'est celle du prétendant à l'Élysée, celle du patron de l'UMP ou celle de la France.

Et à gauche, quoi de neuf ?

Les Socialistes comme les Verts ne finissent pas de s'entredéchirer. Ils multiplient les déclarations politiciennes et s'écartent de plus en plus des préoccupations de leurs concitoyens. Leur regard reste figé une nouvelle fois vers les futures échéances électorales sans véritable autre intérêt. Les médias, prévoyant ces futures joutes commencent eux à troubler les jeux en accordant à BESAN-CENOT une 38ème place au palmarès des personnalités. Après tout, hier, c'était l'Abbé Pierre, Patrick BRUEL, on verra bien demain...

Point de vue

par Yann VINCE



Alors que l'été s'achève et que s'annonce la rentrée sociale et politique, il n'est pas exagéré de dire que les indicateurs sont au rouge. Dans notre département, le patronat n'a pas attendu la première université d'été de la nouvelle présidente du MEDEF pour donner le ton. Les salariés de Chantelle pour qui les perspec-

tives de délocalisation s'annonçaient menaçantes, ont vu leur entreprise faire l'objet d'un déménagement discret de l'outil de travail au soir d'une journée estivale. Les ouvriers polonais ont du, quant à eux, recourir à une grève de la faim pour se faire entendre d'une entreprise sous traitante des Chantiers de l'Atlantique et se faire verser leur dû, tout simplement leurs salaires ! Pendant ce temps le gouvernement s'atèle à la tâche pour aider le MEDEF à ranger au rayon des vieilleries un code du travail déjà bien mis à mal, ou l'impôt sur la fortune. Enfin, par le biais de la SNCF, il se désengage des trains interrégionaux menacés de disparition si les régions n'en assurent pas le financement.

«L'espoir populaire c'est bien de poser les jalons de l'alternative»

Le 29 mai dernier, une large majorité d'électrices et d'électeurs de gauche ont pour leur part, délivré un carton rouge à ceux qui s'apprêtaient à constituer en Europe, la logique libérale qui préside à tous ces mauvais coups. Les militants communistes ont lancé avant l'été leur pétition pour exiger le retrait par la France, de sa signature au bas du traité constitutionnel. Ils vont poursuivre et amplifier cette bataille avec toutes celles et tous ceux qui veulent dessiner pour notre pays et pour l'Europe les contours d'une véritable alternative progressiste. C'est le défi lancé à toute la gauche. Au delà des querelles d'appareil et des discours démagogiques renvoyant à 2007 l'espoir populaire, c'est bien ici et maintenant que doivent être posés les jalons de l'alternative en ripostant à l'offensive patronale et gouvernementale, en ouvrant le débat sur le contenu d'une politique de gauche.

C'est l'objectif que s'assignent les militants communistes dans la préparation de leur premier grand rendez-vous de rentrée, la Fête de l'Huma : faire le monde ensemble !

Yann VINCE

Conférence régionale du PCF en Pays de la Loire

Le 25 juin s'est tenue une conférence régionale du PCF à Laval. Une soixantaine de délégués représentant les 5 fédérations de la région des Pays de la Loire se sont à cette occasion réunis pour, aux lendemains du référendum du 29 mai, tirer les enseignements de la situation politique, définir des objectifs d'action sur les grands enjeux de développement régionaux, élire un nouveau secrétaire du comité régional.

Dans le débat les différents intervenants ont souligné les responsabilités nouvelles

incombant aux communistes depuis le passage à gauche de la gestion du Conseil régional et le résultat du référendum sur le traité constitutionnel européen. Les délégués notaient que la politique du gouvernement accentuant les désengagements de l'Etat sous couvert d'une pseudo décentralisation a des conséquences concrètes pour les salariés de la région, conséquences nécessitant le déploiement d'une activité communiste favorisant l'intervention citoyenne.

Cette conférence régionale a permis également d'avancer dans la structuration de cette activité communiste au niveau régional à partir de collectifs de travail, collectifs reprenant les grandes questions qui sont de compéten-

ce régionale : éducation, formation professionnelle, transports, finances, culture, environnement... Ces col-



Yannick Peletier Secrétaire départementale de la Mayenne, élu Secrétaire du Comité régional

lectifs permettraient de définir un certain nombre d'axes essentiels sur lesquels les communistes pourraient prendre des initiatives. Pour conclure cette conférence, les délégués élaient Yannick PELTIER, secrétaire de la fédération de la Mayenne, secrétaire du comité régional. Le choix d'un camarade mayennais n'est, comme l'a souligné la presse régionale début juillet, pas vraiment le fait du hasard. Des cinq départements de la région, la Mayenne est le seul à ne pas avoir d'élus communistes au Conseil régional ! Un nouvel équilibre régional de nature à favoriser le déploiement d'une activité plus efficace dans chacune des 5 fédérations. Félicitations et bon courage Yannick.

YV

De vous à moi...

Inquiétante pour le moins, cette info de France 2 sur les radars automatiques de Sarko. Voici les faits : Un radar aurait été hors de service plusieurs semaines parce que EDF avait coupé le courant pour facture impayée.

Drôle, mais attendez la suite.

Le journaliste explique que la société qui gère le radar n'avait pas payé en temps sa facture ...

La société qui gère les radars ? Mais " qu'est ce que " ? Je croyais que les radars, c'était l'état !

Mais alors si l'on réfléchit un peu, cela veut dire au passage qu'il y a des gens qui se sucent sur les infractions des automobilistes et que l'argent des amendes qui dit-on va à l'état (ce qui serait le moindre mal), se retrouve en partie dans les poches de privés !

On peut ainsi facilement supposer (car aucune entreprise privée n'est œuvre philanthropique) que ces entreprises sont intéressées proportionnellement à la rentabilité des radars.

La spéculation sur la sécurité routière, voilà la dernière trouvaille que notre ministre de l'intérieur nous avait bien cachée...

Et dans cette triste affaire, la cerise sur le gâteau c'est que le PDG de cette florissante entreprise n'est autre que le frère de l'ancien ministre des transports, le baron Gilles de Robien... Sans autres commentaires...

G.J.

VITE LU VITE DIT

Entre discours et réalité

Alors que les pouvoirs publics n'en finissent pas de parler d'embellie de la situation de l'emploi, notre département est marqué une dégradation importante. Les ordonnances de VILLEPIN du mois d'août vont encore l'aggraver par des dispositions qui permettront aux employeurs de licencier sans aucune réserve et sans garantie pour le salarié.

Annnonce avortée.

Quand Claude EVIN annonçait à coup de financement public exorbitant la création de 200 emplois sur le bassin de Saint-Nazaire, ce sont aujourd'hui quelque 40 d'entre eux qui sont menacés par la liquidation de l'entreprise BMS, spécialisée dans la recherche pharmaceutique.

Loi de l'argent

La savonnerie Bernard à Rezé est elle aussi victime de la politique de spéculation avec son rachat par un grand groupe industriel qui, au nom de sa "stratégie" n'hésite pas à envisager la fermeture du site. L'organisation locale du Parti Communiste vient de demander qu'une table ronde, à laquelle pourraient participer les différentes forces sociales, politiques et économiques, soit convoquée afin d'envisager la sauvegarde des emplois.

Coup bas

Vieilleville n'en finira décidément pas de voir ses emplois s'en aller avec les nouvelles 173 suppressions annoncées dans une entreprise de chaussures. Une nouvelle fois, les délocalisations frappent ce secteur d'activité en pleine crise.

Dans le même temps, la direction de Chantelle (voir article page 5) profite des vacances de ses salariées pour mettre le dernier coup de patte à son plan de fermeture de son site de Couëron. Ne parlons pas des sous-traitants de la construction navale qui une nouvelle fois ont fait la une de l'actualité en ce mois d'août avec "l'affaire des polonais" et qui, de nouveau, fait porter à la direction des Chantiers, la responsabilité de la situation sociale sur le site.

Ne laissons pas supprimer les trains

"Ne laissons pas le Gouvernement et la SNCF supprimer les trains" Défendons le service public"

C'est en ces termes que s'est exprimé Gilles Bontemps vice président du Conseil régional chargé des transports

L'annonce par la Direction de la SNCF aux Présidents de Régions de son intention de supprimer plus de 70 trains "Corail", est inacceptable et suscite bien légitimement de très nombreuses réactions.

Ainsi, ce sont 3 lignes particulièrement structurantes au plan national qui sont mises en cause d'une manière significative ou totale : Nantes/Lyon ; Quimper/Nantes/Bordeaux et Caen/Le Mans/Tours.

Dans ce dossier, après avoir progressivement dégradé le Service Grandes Lignes "Corail" (dessertes, horaires, etc.) la Direction de la SNCF a pris une lourde responsabilité en jouant les francs-tireurs d'un Gouvernement qui a fait le



choix du désengagement de l'Etat dans ses missions d'Aménagement du Territoire, et dans la mise en cause des Services Publics.

Ainsi, après la Poste en milieu rural ou les services de proximité, après la tentative de privatiser les autoroutes, le gouvernement veut démanteler l'un des meilleurs Services Publics de transports ferroviaires que nous envient de nombreux pays.

Les actes de ce Gouvernement sont exactement à l'inverse de tous ses discours sur l'Aménagement équilibré du Territoire, sur le Développement Durable, la Sécurité, la Qualité de Vie et la lutte contre la pollution.

On est ici face à un chantage qui vise à démanteler le Servi-

ce Public du Transport Ferroviaire en prenant en otage les usagers, les populations, les Collectivités Territoriales, les cheminots.

Les choix qui conduisent à ces décisions sont dictés par la recherche exclusive de la rentabilité financière au mépris des besoins des populations et de la collectivité en général.

L'argument financier utilisé n'est pas sérieux, il est le résultat d'une opération comptable de la SNCF lui permettant de faire disparaître la péréquation. Les Régions, dont la nôtre, assurent avec succès la responsabilité des Trains Express Régionaux (TER) parce qu'elles ont multiplié l'offre, modernisé le matériel, fait évoluer progressivement les des-

sertes aux besoins des populations, mis en place des politiques tarifaires et développées l'intermodalité.

D'autre part, le Conseil Régional des Pays de la Loire applique la péréquation sur l'ensemble des lignes de la Région et apporte le financement nécessaire complémentaire pour l'équilibre général.

La SNCF doit donc revenir à cette logique qui est la base du Service Public, ce qui suppose de faire jouer la péréquation sur l'ensemble des trains nationaux (Corail et TGV compris) et l'Etat doit lui donner les moyens de jouer son rôle.

La mobilisation de tous (citoyens, usagers, cheminots, syndicats, élus de toutes les Collectivités) est nécessaire. Elle doit permettre d'imposer au Gouvernement et à la SNCF de revenir sur ces mauvais choix. Cette mobilisation peut imposer le retour à une véritable politique nationale de Transport Public en pleine complémentarité avec celle exercée par les Conseils régionaux.

Il faut obtenir de véritables discussions au plan national avec l'ensemble des partenaires concernés.

A la Fédération du PCF - 44 : Rencontre avec Eduardo SERRA du PCB (Parti Communiste Brésilien)



Début juillet a eu lieu, à la Fédération, une rencontre avec Eduardo SERRA, du Comité Central, responsable de la jeunesse, du Parti Communiste Brésilien (PCB).

• **Situation commune**
Il y a des points communs entre la France et le Brésil, alors que nos systèmes démocratiques et les institutions sont en crise. Certes, on ne peut comparer la qualité de vie, les systèmes sociaux et éducatifs, mais, pourtant, le diagnostic est proche. Car le système capitaliste, la dérégulation libérale et les politiques de l'économie de marché, portent des coups brutaux à nos deux peuples. Face aux inégalités, au chômage, à la paupérisation, l'objectif de nos partis est de transformer la société.

• **Le Parti Communiste Brésilien**

Le PCB, aujourd'hui petit parti, reste présent dans 18 Etats (sur 27), avec 16

conseillers municipaux de grandes villes.

Avec l'éclatement de la gauche, le PCB, le PCdoB, le parti des travailleurs et le parti socialiste - alors qu'ils s'étaient pourtant rassemblés pour soutenir LULA en 2002 - ont aujourd'hui des divergences sur les tactiques à adopter, les réformes institutionnelles, les alliances, le projet révolutionnaire et socialiste au Brésil.

Le PCB se veut un parti de cadres, avec des bases militantes, qui doivent diffuser les idées au niveau local et prendre des initiatives, en respectant les orientations du Comité central, selon le centralisme démocratique.

Lors de son XIIIe Congrès, en mars 2005, PCB a adopté son projet. Il se veut alternatif aux politiques libérales du gouvernement LULA et entend rassembler les communistes brésiliens.

• **Initiatives communes**

Il a été proposé qu'en octobre, lorsque Eduardo SERRA reviendra à Nantes, une initiative publique commune PCB-PCF ait lieu, pour l'année du Brésil en France. Daniel CIRERA, responsable PCF pour les questions internationales, y sera invité.

Nous échangerons nos avis et nos opinions et les diffusons dans nos journaux respectifs.

Enfin, des jeunes communistes du département se rendront l'année prochaine au Brésil, pour y partager leurs expériences avec de jeunes camarades brésiliens.

Voir également l'article : "La crise politique au Brésil et l'avenir du Gouvernement LULA" dans les NLA n°789 du 9 juin 2005

NB : un compte-rendu plus complet de cette rencontre figure sur le site : www.PCF-44.com

Désengagement de la Poste

www.PCF-44.com change d'hébergeur... mais pas d'adresse !

Au 1er août 2005, le site internet de la Fédération de Loire-Atlantique du PCF a changé "d'hébergeur", plateforme de mise en ligne sur le web. L'hébergeur initial gratuit de ce site - La Poste - a fait savoir brutalement, qu'il cessait unilatéralement cette activité. Nous avons donc effectué, dans l'urgence, le transfert du site chez Lycos, partenaire indiqué par La Poste.

L'adresse, ou "nom de domaine", reste cependant la même : www.pcf-44.com. Vers la mi-septembre, elle permettra de se connecter à la nouvelle version. Nous avons profité de ce désagrément, indépendant de notre volonté, pour adopter les mises à jour des logiciels libres, "SPIP" (plateforme) et ses bio-squelettes (graphisme). En attendant, il est toujours possible de visiter à cette adresse la version initiale, tenue à jour, et d'y trouver un lien vers la nouvelle formule.

Quand La Poste déserte le service public

A l'origine de notre projet de doter la Fédération de Loire-Atlantique d'un site internet, il y a un an, nous avons naturellement opté pour le service public, en l'occurrence La Poste, pour l'héberger gratuitement. Hélas, un an plus tard, La Poste - désireuse sans doute de se concentrer sur le seul courrier électronique - abandonne sans crier gare, ce secteur de l'hébergement, alors qu'il est en pleine recomposition et concentration, avec le développement de l'ADSL (internet haut débit) et l'explosion des weblogs (mini-sites persos). Tant pis, mais même avec les meilleures dispositions à l'égard du service public, force est de constater, à nos dépens, qu'il ne se bat guère plus lui-même sur des créneaux pourtant très porteurs.

Le dossier.

Fête de l'Huma

Votre fête pour faire le monde ensemble

La Fête de l'Humanité est sans comparaison dans notre pays. Chacun s'accorde à le reconnaître, y compris nos adversaires politiques. Elle est l'événement politique de la rentrée de septembre. La Fête de l'Humanité, c'est le rassemblement durant 3 jours de dizaines, de centaines de milliers d'hommes et de femmes qui, au gré de leur déplacement dans le parc départemental de la Courneuve, côtoient la politique, des spectacles sur les différentes scènes, une gastronomie venue de tous les coins de France et du monde, des centaines de débats et de multiples autres rencontres insolites.



La Fête de l'Humanité, c'est un lieu ouvert d'information, de débat, d'expression et de confrontation d'idées qui se propose cette année "de comprendre le monde afin de mieux le transformer". Elle va être un immense forum d'échanges, de rencontres, de partages et de mise en commun d'idées de réflexion avec des invités de toute l'Europe. Une fête pour inventer et construire ensemble une Europe de plein emploi, de progrès social, de coopérations et de paix. La Fête de l'Humanité, ce sont des dizaines de débats, de lieux de fraternité, de dialogue et d'échanges. La Fête de l'Humanité, c'est un programmeusi-

cal, culturel, artistique pour tous les goûts avec des artistes de toute la planète. La Fête de l'Humanité, c'est le village du livre, d'expositions, de théâtre, de cinéma, de multimédia... La Fête de l'Humanité est tout cela à la fois, c'est un espace ouvert, de liberté qui vous attend les 9, 10, 11 septembre.



Préparation du stand 2005

Le stand de la Loire Atlantique en 2004

Dany FROUIN

«Fier de notre stand»

La participation de notre Fédération et de son journal à la Fête de l'Huma est pour nous un moment fort dans l'activité politique de la rentrée. Ce sont en effet une soixantaine de camarades qui se retrouvent la semaine pour l'équipe de montage ou pour le week-end. Ils et elles seront barman, serveur, cuisinier ou autres afin de répondre au fonctionnement de notre restaurant installé sur quelque 600 mètres carrés ou pour s'occuper des obligations de la vie en collectivité de l'équipe de militants. La Fête est également l'occasion de développer sur notre stand un thème politique ou

culturel en liaison avec le département. Ce sera cette année autour de la commémoration du centième anniversaire de la disparition de Jules VERNE avec une exposition sur le célèbre écrivain universel né à Nantes. La réputation de notre restaurant "La Table de l'Atlantique" n'est plus à faire, nous y tenons et faisons tout pour la conserver. Chaque année, 2500 à 3000 personnes viennent y déguster nos produits et entre autres quelque 20 000 huîtres, 240 kg de langoustines, 350 crabes, 100 kg de bigorneaux, 70 kg de crevettes grises, 1000 bulots, 150 soles, 100 maquereaux, 1500 bouteilles de muscadet sans compter les moules... dans un décor chaque année travaillé avec attention et soin. Le stand de la Loire Atlantique est en effet l'un des plus décorés de la Fête. Son petit pont de bois enjambant une pièce d'eau, donnant entrée au restaurant, la plage

de sable fleurie, apportent une saveur et une ambiance qui s'immortalisent sur de nombreuses pellicules photographiques. Je l'avoue, je suis comme beaucoup de mes camarades qui contribueront au fonctionnement de notre stand sur la Fête de l'Huma, fier de ce que nous réalisons et satisfait de pouvoir contribuer par notre restauration fine et gourmande au succès et à la réputation de cette grande fête annuelle de notre journal communiste. Je vous y invite.



Pour tout savoir sur la Fête



La vignette donnant le droit à l'entrée sur la Fête est disponible auprès des militants communistes ou dans les différents sièges du Parti Communiste sur le département. Au prix de 15€, elle vous donnera l'accès à l'ensemble des spectacles et diverses animations durant les trois jours. L'entrée est gratuite pour les enfants de moins de 12 ans. La vignette est également à la disposition de toutes celles et tous ceux qui veulent contribuer au soutien financier du journal, un moyen d'y participer en se la procurant sans attendre.

Pour se rendre à la Fête

La Fédération de Loire-Atlantique organise un départ en car de Saint-Nazaire et de Nantes pour participer le samedi et le dimanche à la Fête. Le départ de Saint-Nazaire est prévu à 2h00 le samedi 10 septembre devant la Section du Parti communiste 18 rue des Halles. Le départ de Nantes se fera à 3h00 le samedi 10 septembre devant le siège de la Fédération 41 rue des Olivettes. Il est nécessaire d'être présent 1/4 heure avant le départ. Le prix du voyage aller et retour est fixé à 50€ sans la vignette. Le prix d'un voyage aller ou retour est de 25€. Le retour est prévu au départ de la Fête, le dimanche soir à 19h00. Le nombre de place étant limité, il est impératif de retenir son voyage et de le régler auprès de la Fédération du PCF, de la section de Nantes ou de Saint-Nazaire. Pour tous renseignements, téléphoner au 02 40 35 03 00.

PRENONS NOTE...

Désarmement nucléaire

Le 7 août, quelque 300 participants, dont 15 Nazairiens, ont manifesté en Bretagne pour le désarmement nucléaire. Ces manifestants, du Mouvement de la Paix, de Greenpeace, de l'AVEN, de Sortir du Nucléaire, ont tenu, dans le cadre de la commémoration d'Hiroshima et Nagasaki, à dénoncer la politique du gouvernement français qui viole le Traité de non-Prolifération Nucléaire, et cela, sur le site même où se terrent les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins et où s'ouvre l'énorme chantier de Guenez pour la construction de nouveaux missiles.

Mouvement de la Paix

Le comité nazairien présente, du 5 au 11 septembre, une exposition préparée par l'ARAC sur la seconde guerre mondiale. Elle aura lieu dans le Hall de la Maison du Peuple de Saint-Nazaire. Vernissage le 6, avec la présence de G. LAMOTHE, vice-Président de l'ARAC.

Pétrole : le grand racket

La TVA et la TIPP gonflent les caisses du gouvernement.

Les profits des compagnies explosent.

Une autre attitude du 1er Ministre est attendue...

C'est dans cet esprit que "l'Humanité" lance une pétition : Carburants, stop à la hausse des prix !

Été 2005 : cascade de mauvais coups

Stigmatisation et radiation des chômeurs, remise en cause de l'AME, licenciements, privatisations, mise à mal de l'épargne populaire et cadeaux fiscaux aux entreprises, chasse aux syndicalistes, aux immigrés ; le gouvernement passe en force en méprisant le message du 29 mai.

Délocalisations : même les chercheurs

Les 41 chercheurs du centre BMS à Saint-Nazaire vont en faire les frais. Installé là depuis 1997, grâce à l'aide financière des collectivités locales, ce groupe, 5ème laboratoire pharmaceutique américain qui a réalisé en 2004 un bénéfice net de 2,4 milliards de dollars, annonce son désengagement total de ce centre de recherche et de développement.

Forum social du Pays Nantais

Du 30 septembre au 14 octobre, 4 thématiques en débat : Une autre ville est possible – Travail/ précarité – Echanges Nord/Sud ; OMC ; Libéralisme – Une autre Europe est possible.

Action mondiale contre la pauvreté

Campagne 2005 plus d'excuses !

Les résultats du G8 sont insatisfaisants au regard des enjeux, mais la pression citoyenne, ajoutée au travail des organisations de la société civile, a permis d'acquiescer quelques avancées : doublement de l'aide publique au développement en 2015, annulation de la dette de 18 pays parmi les plus pauvres.

Prochain échéance : Assemblée générale de l'ONU du 14 au 16 septembre pendant laquelle, sera réalisé le 1er bilan des objectifs du millénaire pour le développement.

La campagne continue. Joignez-vous à la liste de signataires sur : www.2005plusdexcuses.org

Sans papiers

La situation s'aggrave : familles à la rue, accès aux soins réduit, opérations de police d'envergure, situation inquiétante dans les centres de rétention, remise en cause du droit fondamental qu'est le droit d'asile... La formule de SARKOSY en dit long : "Favoriser" l'immigration choisie "et réprimer" l'immigration subie".

Pas de trêve estivale pour Chantelle !

La ronde de surveillance, organisée par le syndicat CGT, du site de Couëron n'a pas suffi.

La direction a profité des vacances des 27 salariées pour organiser le déménagement du site. Deux camions de déménagement accompagnés de la police, embarquent matériels et articles de lingerie. Seules deux ou trois machines obsolètes restent. Le directeur industriel affirme pourtant qu'ils n'ont pas "l'intention de déménager le site pendant les vacances, simplement récupérer la production de ces dernières semaines et des machines confisquées par le personnel". "En principe, rien ne devait se passer avant la reprise du travail le 29 août." : expliquait la CGT. Et, pourtant l'entreprise est vide depuis début août... Le dialogue social vu par Chantelle, c'est cela : le coup de force en catimini ; c'est l'arbitraire et le cynisme de l'entreprise capitaliste.

Les filles de chez Chantelle continueront à se battre pour leur lingerie en martelant que : "Rien ne justifie cette fermeture. Tous les clignotants sont au vert. Comment une entreprise qui a versé 5 Me de dividendes à ces actionnaires pour 2004 peut fermer l'une de ses usines ?". Mais voilà, les intérêts des uns font le malheur des autres, car le problème, c'est le rendement de l'action... Outrées, les salariées n'ont pas dit leur dernier mot. De nouvelles manifestations sont prévues contre le comportement de la direction Chantelle. Soyons de leur combat.



Les ordonnances de VILLEPIN sur l'emploi ont été adoptées début août.

En catimini. Sans consultation. Sans négociation. Cette procédure relève du coup de force.

Le détail de ces projets est éloquent. Les mesures dont la création du "contrat nouvelle embauche" est l'emblème, n'ont qu'un seul objectif : donner un coup de fouet à la précarisation généralisée des contrats de travail. Les patrons n'ont qu'un rêve, il n'est pas nouveau : licencier et embaucher comme ils l'entendent, à leurs conditions, sans entrave.

Le contrat VILLEPIN est un spectaculaire pas en arrière dans leur direction. Il va frapper en premier lieu les salariés des PME, déjà les plus fragilisés, les plus exposés à l'arbitraire.

Des économies en détournant la loi

La directive BOLKESTEIN avant l'heure.

Pour 4 000 salariés Alstom, il y eut, pour la construction du Queen-Mary en 2003, jusqu'à 8 000 salariés sous-traitants et intérimaires, dont environ 2 400 ouvriers étrangers sur le site. Avec un carnet de commandes presque vide, ces salariés "extérieurs" ne sont plus que 2 000 aujourd'hui dont 400 étrangers. Une vingtaine de sous-traitants organise cette main d'œuvre étrangère. C'est un axe bien connu du syndicat CGT des Chantiers qui le dénonce depuis des années, axe de progrès nommé "montage exotique" par l'entreprise. C'est à dire : apport de main d'œuvre en

entreprises sont moins bien payés et moins organisés que des salariés d'Alstom.

"Pratiques mafieuses du milieu des Chantiers navals" : analyse un responsable CGT.

Théoriquement, ces salariés, polonais, marocains ou français devront bénéficier du même salaire minimum correspondant à leur qualification dans la grille de la convention collective. Ce n'est qu'en misant sur la non application de la loi que des économies peuvent être attendues. Les employeurs tablent sur le fait que les salariés des pays pauvres ignoreront leurs droits en France ou se contenteront de conditions



provenance de pays à faible coût. Tout cela au nom de l'accroissement de la rentabilité de l'entreprise par des économies qui se traduisent toujours par une réduction des coûts salariaux. La sous-traitance offre aux Chantiers la flexibilité rêvée pour suivre les variations des commandes s'en s'embarrasser de plans de licenciements. Les salariés des petites

largement supérieures à celles de leur pays.

Chaque conflit ou grève permet de lever le voile sur ces irrégularités. Dans l'affaire des Polonais, le PDG de Gestal affirme clairement avoir cherché un sous-traitant en Pologne pour "réaliser une économie de 15%". La responsabilité des donneurs d'ordre doit être engagée.

Comme au temps des négriers !

Au terme d'une grève de la faim d'une semaine, les treize ouvriers polonais de Saint-Nazaire ont fait plier leurs patrons et obtenu leurs arriérés de salaire, soit un peu plus de 3 000 euros chacun.

Ces salariés devaient réaliser des travaux d'électricité à bord du paquebot MSC Musica. Ces ouvriers sont employés par Kliper, une entreprise polonaise sous-traitante de Gestal (son siège est à Szczecin, une antenne est à Saint-André-Des-Eaux), elle-même

sous-traitante des Chantiers de l'Atlantique. Kliper est donc un sous-traitant de second rang des Chantiers.

Ces salariés sont arrivés en mai dernier, le contrat de détachement en France de ces ouvriers prévoit un salaire d'environ 1200€ mensuels, et une prime de déplacement ; alors qu'ils gagnent l'équivalent de 400 à 500€ par mois en Pologne. Mais, voilà d'autres salariés ont fait l'amère expérience de n'être pas payés, d'avoir réclamé leur dû, et Kliper les a renvoyés au pays. Et, le scénario se répète. Ils travaillent plus de 50 heures par semaine à bord du paquebot MSC en construction. Les

quelques jours de travail de la fin mai sont rémunérés normalement. Mais à partir de juin, ils ne touchent ni salaire, ni prime de détachement.

Sauf que, forts du soutien de la CGT et de son expérience accumulée en 2003, lors de la construction du Queen Mary et des conflits du même type chez des salariés indiens employés par des sous-traitants, ces salariés polonais ont montré leur détermination. Autour d'eux la mobilisation s'est organisée, la section du PCF de Saint-Nazaire et la Fédération ont apporté leur soutien politique et financier.

Les ouvriers polonais reprochent au sous-

traitant français de ne pas avoir contrôlé la fiabilité de Kliper. Mais alors, que Gestal refusait d'assumer la responsabilité de l'attitude de Kliper, la direction départementale du travail et de l'emploi laisse entendre que Gestal se serait rendue coupable d'un délit de marchandage et d'un prêt de main-d'œuvre illicite, pour lesquels l'inspection du travail a dressé des procès-verbaux.

Décidé dans ce contexte, le versement des salaires par Gestal, "à titre humanitaire", a permis de répondre à l'urgence. Mais les problèmes de fond demeurent... et les Chantiers restent muets.

Evènements, culture, idées.

Jacques ATTALI revisite Marx

«Karl Marx ou l'esprit du monde»

A priori, il y a d'abord quelque chose d'assez piquant à voir ce dignitaire socialiste, ancien conseiller personnel de Mitterrand, s'intéresser ainsi à Karl Marx, après bien d'autres sujets aussi brillants que variés. Il tient d'ailleurs à le préciser d'emblée : "Je n'ai jamais été ni ne suis "marxiste" en aucun sens du mot. L'œuvre de Marx ne m'a pas accompagné dans ma jeunesse", avançant à titre d'excuse, "si incroyable que cela puisse paraître, je n'ai même guère entendu prononcer son nom pendant mes études de sciences, de droit, d'économie ou d'histoire". Et de reconnaître : "mon premier contact sérieux avec lui est passé par la lecture tardive de ses livres". Faute avouée étant à demi pardonnée, ce livre montre qu'il n'est jamais trop tard pour, finalement, pas si mal faire. Car, depuis, dit J. Attali, "Marx m'a fasciné par la précision de sa pensée, la force de sa dialectique, la puissance de son raisonnement, la clarté de ses analyses, la férocité de ses critiques, l'humour de ses traits, la clarté de ses concepts". Fort de ce constat, il estime donc que, grâce à lui - mais en passant sous silence par exemple le Marx de Arnaud Spire ("Marx, cet inconnu", 1999) - "Le moment est donc venu

de raconter sans faux-semblants, de façon moderne, son incroyable destin et son extraordinaire trajectoire intellectuelle et politique". Car Marx est "le premier à appréhender le monde comme un ensemble à la fois politique, économique, scientifique et philosophique". C'est en cela, qu'il est "l'esprit du monde", pas seulement pour son époque, mais également pour aujourd'hui. Concernant l'aspect biographique du livre J. Attali distingue chez Marx, en six chapitres successifs, le "philosophe allemand" (1818-1843), le "révolutionnaire européen" (1843-1849), l'"économiste anglais" (1849-1856), le "maître de l'Internationale" (1856-1864), le "penseur du Capital" (1865-1871) et le Marx des "dernières batailles" (1871-1883). Chacun de ces chapitres présente l'intérêt de ne pas s'en tenir au seul récit de la vie de Marx. Ils construisent ensemble une biographie non seulement événementielle, mais également intellectuelle. Au fil de ce récit, tous les textes fonda-

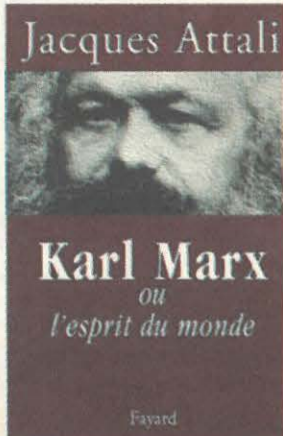
mentaux sont ainsi parfois largement cités, constituant une sorte d'anthologie marxiste de base. Sauf qu'Attali y néglige trop le Marx historien, celui des "Luttes de classes en France", ou du "18 brumaire de Napoléon Bonaparte". S'il ne

tombe pas dans les caricatures malveillantes d'autres biographes de Marx, Attali ne résiste cependant pas toujours à la tentation de chercher dans la vie la plus intime de Marx des explications plutôt simplistes et anecdotiques de ses plus fécondes théories, sur l'argent, sur l'aliénation, etc.

Le dernier chapitre est consacré, lui, à l'héritage de Marx, en tant qu'"esprit du Monde" donc. Mais c'est alors une chronologie, de la mort de Marx à nos jours, disparate et frénétique, sur laquelle il y aurait assurément beaucoup à redire. Que ne s'est-il pas davantage inspiré ici des ouvrages d'Eric Hobsbawm, pourtant cités dans la bibliographie ? Il vise à montrer que le XXe siècle n'aurait été qu'une longue "parenthèse", pour la pensée

post-mortem de Marx. J. Attali en arrive néanmoins à cette forte conclusion, sans trop d'ambiguïté, elle : "Malgré cela, la théorie de Marx retrouve tout son sens dans le cadre de la mondialisation d'aujourd'hui, qu'il avait prévue. Nous assistons à l'explosion du capitalisme, au bouleversement des sociétés traditionnelles, à la montée de l'individualisme, à la paupérisation absolue d'un tiers du monde, à la concentration du capital, aux délocalisations, à la marchandisation, à l'essor de la précarité, au fétichisme des marchandises, à la création de richesses par la seule industrie, à la prolifération de l'industrie financière visant à se prémunir contre les risques de la précarité. Tout cela, Marx l'avait prévu". Et de finir sur cette phrase : "Les générations à venir se souviendront du proscrit Karl Marx qui, dans sa misère londonienne, rêva d'une humanité meilleure. Ils reviendront alors vers l'esprit du monde et son message principal : l'homme mérite qu'on espère en lui". Une lecture agréable, qui, d'une certaine manière, nous fait utilement revisiter Marx.

J. ATTALI, "Karl Marx ou l'esprit du monde", Fayard, 2005, 540 p., 23€.



Coup de cœur

Kristin Ross

Mai 68

et ses vies ultérieures



Quand un(e) américain(e) se mêle d'histoire de France - comme jadis R. Paxton avec sa "France de Vichy" - ça décape ! Cette fois, Kristin Ross s'intéresse aux "événements de Mai 68", la plus grande grève de l'histoire du pays. Les trois cibles politiques de l'insurrection étaient, selon elle : l'impérialisme américain, le capitalisme et le gaullisme.

Mais, trente ans plus tard, Mai 68 fait désormais l'objet d'un

consensus réducteur : celui d'un drame générationnel, d'une révolte bon enfant, d'une poussée d'individualisme narcissique - bref, une anodine mutation de mœurs et de style de vie.

K. Ross fait ici une critique de la mémoire officielle de 1968, façonnée pour servir des ambitions politiques étrangères au mouvement. Elle examine cruellement le rôle joué par certains ex-leaders repentis (Kouchner, Cohn-Bendit, "Nouveaux" philosophes...) soucieux de se réconcilier avec l'idéologie dominante ; par les commémorations des années 1970 et 1980 ("Génération 68") et par l'émergence du discours humanitariste sur les droits de l'homme. Elle montre ainsi comment un mouvement politique, préoccupé avant tout d'égalité, s'est vu assigner une histoire contrefaite, effaçant du tableau la violence policière, les morts et l'adhésion massive des travailleurs. En gommant toute trace d'anti-américanisme et d'anti-impérialisme, comme des influences des guerres d'Algérie et du Vietnam. Pour contrer ceux qui veulent attribuer une dimension purement spirituelle et culturelle à Mai 68, K. Ross - plutôt que de solliciter des témoignages biaisés - retourne aux sources mêmes, préservées dans les tracts, les pamphlets et les documentaires de l'époque, et ressuscite ainsi un climat, une configuration sociale et une subjectivité politique particuliers. Qui ne sont redevenus en partie perceptibles, conclut-elle, que très récemment, à la suite de la réémergence d'un mouvement politique de masse opposé aux effets du capitalisme global, avec Seattle et les grèves de 1995 en France.

Une lecture décoiffante et même, par moments, carrément jubilatoire.

Ed. Complexe, 2005, 320 pages, 18,91€

Exposition...

"Jules Verne, images, mythes et imaginaires"*



ou : comment les œuvres et les héros de Jules Verne ont pu inspirer des univers, des décors et des personnages de bande dessinée...

L'exposition est composée d'originaux, d'agrandissements impressionnants, de projections, de reconstitutions en 3 D. Les univers romanesques sélectionnés sont présentés à travers d'une dizaine d'images comme autant de visions marquantes. Les échos de ces

images dans la bande dessinée sont également évoqués : ces réminiscences verniennes sont fréquentes, entre autres, chez Hergé, Edgar P. Jacobs, Jacques Tardi.

* Une exposition co-produite par la ville de Nantes et le Festival de la bande dessinée d'Angoulême. Sept. 2005. Hall 3, entrée rue de la Porte-Gellée, derrière le Palais de justice, Ile de Nantes.

Lire

"Les luttes paysannes et ouvrières face aux défis du XXIe siècle" La question paysanne demeure, quoi qu'on en dise, au cœur du défi contemporain, précisément parce que les réponses qui lui sont données détermineront d'une manière décisive l'avenir non seulement des sociétés concernées, les trois continents - 80% de la population mondiale, rien de moins - mais celui du système mondial dans son ensemble. Ce livre est le résultat

de travail d'une équipe

coordonnée par Samir Amin, président du Forum mondial des Alternatives. Les auteurs proposent des analyses critiques concrètes des cas de l'Inde, de la Chine, des mondes arabes et africains, d'Europe de l'Est et d'Amérique latine.

Il montre que "nous sommes parvenus au point où, pour ouvrir un champ nouveau à l'expansion du capital ("la modernisation de la production agricole"), il faudrait détruire - en termes humains - des sociétés entières. Vingt millions de producteurs efficaces nouveaux (cinquante millions d'êtres

humains, avec leurs familles) d'un côté, trois milliards d'exclus, de l'autre". L'expro-



priation des paysans, au bénéfice d'agriculteurs capitalistes, constitue l'une des facettes de ce que

Marx avait, en son temps, qualifié d'"accumulation primitive". Entre agrobusiness d'un côté, et agriculture paysanne de l'autre, un "apartheid" à l'échelle mondiale, une "paupérisation" qui tourne au génocide et "interpelle la théorie sociale dans toutes ses dimensions".

Et d'aboutir à cette conclusion : "L'alternative doit s'inscrire dans une perspective à long terme de construction d'une "autre société" : autrement dit non capitaliste, post-capitaliste, socialiste".

S. Amin (dir.), Ed. Les Indes savantes, 2005, 366 p. 33€

près de vous

Région de Saint-Nazaire Bus gratuits le 22 septembre ?

Lors de la séance du Conseil de la communauté d'agglomération de la région nazairienne, fin juin, Laurent BELLINOT a proposé que le 22 septembre 2005, journée nationale sans voiture, soit l'occasion d'une grande journée " Transports gratuits en Bus et en TY Bus " pour toutes les villes de la Communauté d'agglomération. Indifférence glacée sur les bancs de l'Assemblée.

ADECR

Le "non" s'invite au Congrès.

Les élus communistes se sont largement investis dans la campagne du NON. Juste retour des choses le NON s'invitera à leur congrès qui se tiendra à Rennes les 7, 8 et 9 octobre prochains sur le thème " citoyens et élus, pour une alternative progressiste en France et en Europe ". Congrès charnière entre le référendum du 29 mai et les échéances électorales de 2007 et 2008, le Congrès de Rennes cherchera à améliorer le fonctionnement et l'efficacité de l'association. Et à assurer encore davantage la promotion des femmes élues.

Brière

Il suffit de passer le pont...

Le nouveau pont de Brais a été inauguré cet été à Saint Malo de Guersac. Le maire, Roger DAVID, Jean-Louis LE CORRE, le Conseiller général ont inauguré ensemble cette nouvelle réalisation attendue qui traverse le Brevet. Comme le souligne Roger DAVID Saint Malo doit " s'occuper de huit ponts, indispensables pour l'activité économique et agricole de la commune et pour l'entretien des marais ". " Avec d'autres collectivités, nous avons le souci d'apporter une aide financière aux petites communes qui ne pourraient sans cela financer de tels projets " précise le Conseiller général.



L'activité

■ Contrat de Plan Etat Région

Remplir les engagements

DE VILLEPIN veut relancer l'emploi? Pas besoin d'ordonnances ! Si le Premier Ministre respectait ses engagements concernant le Plan Etat- Région (2001-2006) cela ne pourrait pas faire de mal à la croissance a remarqué Philippe DENIS, Président du groupe communiste constatant, devant le Préfet de Région que c'était près de 340 millions d'€, soit 42 % de l'engagement initial qui resteront à engager sur les deux dernières années de ce contrat. Les Pouvoirs Publics doivent impérativement développer le transport ferroviaire (l'Etat a réalisé un peu plus de 15 % de son engagement alors que la Région en est à 78% !). Ils ne doivent pas bloquer les dossiers que la Région est prête à engager (électrification de la ligne Nantes - La Roche-sur-Yon - Les Sables). L'actualité " je veux faire référence à l'accident du tunnel du Fréjus, devrait même conduire à une amplification de ces engagements et des décisions nouvelles sur des actions non prévues au plan initial, par exemple l'électrification de la ligne Caen / Alençon / Le Mans / Tours " a poursuivi l'élu communiste.



Intercommunalités

Mieux définir les compétences

La loi du 13 août 2004, oblige à définir précisément ce qu'est l'intérêt communautaire. " Cette redéfinition permet de conforter l'autonomie communale que la loi Chevènement écornait très sérieusement... nous entendons cette exigence comme un principe de précaution. " a précisé Hubert DELAHAIE, Président du groupe en ajoutant que cela permettait un meilleur contrôle citoyen " et un retour vers la commune " échelon incontournable de la démocratie participative ".

L'élu communiste a toutefois souligné que le retour de la Carène sur ses " fondamentaux " soulevait des difficultés : " Redonner aux communes, la responsabilité de réaliser des investissements ou des aménagements importants que sont " les entrées de villes " ou des équipements culturels, par exemple, n'est pas sans poser de légitimes interrogations sur les conditions financières dans lesquelles s'effectueront ces transferts... car si, pour une raison ou pour une autre, surgissait un imprévu, ce sont les engagements des programmes municipaux de 2001 qui pourraient être remis en cause ".

Santé

Ils ont choisi SOS Médecin

Au début de l'année, le maire de Pontchâteau proposait à 13 communes de Brière de construire un Centre d'Accueil et de Permanence des Soins (CAPS). Ce centre, financé par les contribuables locaux, vient d'être inauguré. Il accueille les patients aux heures où les cabinets médicaux des communes adhérentes sont fermés. Après avoir organisé des débats avec les habitants, les maires communistes de Saint Malo de Guersac et de Saint Joachim ont refusé de participer à un projet qui sollicitait, une nouvelle fois, le porte monnaie du contribuable local. Dépité, le Maire de Pontchâteau qui a essuyé d'autres refus, a plusieurs fois laissé entendre à la presse que les deux communes avaient finalement adhéré au projet. Rien n'est plus faux, puisque les deux maires ont choisi de travailler avec SOS Médecin. Ce choix ne plait pas à certains médecins libéraux qui ont fait convoquer Marc JUSTY par le Conseil de l'Ordre.

Nantes

Attention Tramway

Les travaux de la ligne 4 du Tramway rendent périlleux l'accès sud de Nantes et cela va durer encore un bon moment " Ces difficultés réelles, sont un mal pour un bien " déclare Raymond LANNUZEL, Maire adjoint qui explique que " la mairie a fait le choix de conduire l'ensemble des chantiers simultanément pour raccourcir au maximum les délais ".

Gaz de France

Renforcer le service public et construire une centrale

Au début de l'été le Gouvernement a permis l'ouverture du capital de Gaz de France et annoncé, à grand renfort de publicité que cette mesure était nécessaire pour que l'entreprise finance son développement. Mensonge a affirmé Bernard BREUX lors de la dernière séance du Conseil régional " Gaz de France a plus de ressources que de besoins. Il s'est désendetté en 2004 " et une partie des bénéfices a été " utilisée pour renflouer les caisses de l'Etat ". A sa demande, le Conseil régional a adopté un vœu exigeant du gouvernement qu'il " assure la défense et le renforcement du service public et une politique énergétique durable au service de tous ". L'Assemblée soutient les actions engagées dans ce but par le personnel " avec toutes les fédérations syndicales et de nombreux élus locaux ". Le Conseil régional a d'autre part réaffirmé sa volonté " de tendre vers l'autonomie énergétique du grand ouest par la construction notamment d'une centrale au gaz ".

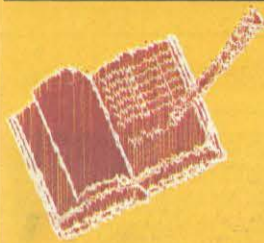
Trignac

Un nouveau quartier sort de terre

A l'entrée de Saint-Nazaire, face au centre commercial de Savine, 300 logements, des commerces, des activités tertiaires sortent de terre. A Grandchamp, derrière l'immeuble des Castors et la nouvelle Agence pour l'emploi les pavillons locatifs prennent forme et le Maire de Trignac ne cache pas sa satisfaction de pouvoir réaliser 294 logements (maisons de ville et petits collectifs de deux étages) dont 40% " à vocation réellement sociale ". Jean-Louis LE CORRE, responsable de l'Habitat à la Communauté d'agglomération et au Conseil général voit ses efforts enfin couronnés de succès dans une " opération exemplaire " qui réconcilie opérateurs publics et privés, maîtrise " la spéculation foncière ", propose des solutions concrètes pour le relogement d'une partie des locataires des deux tours du quartier de Certé vouées à la démolition et permettra à de jeunes Trignacais qui le souhaitent de pouvoir rester vivre dans leur ville.



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Réunions de rentrée

L'actualité politique redémarre en ce début septembre avec une série d'assemblées des communistes dans les différentes sections du département. Il nous est difficile à l'heure où est rédigé ce numéro de rentrée des Nouvelles de pouvoir donner avec exactitude les dates et lieux de ces réunions. Nous proposons à nos lecteurs intéressés par ces rencontres de se mettre en relation avec les dirigeants communistes de leur secteur.

Pétitions

Deux pétitions nationales importantes circulent à l'initiative des communistes sur le département.

La première concerne une pétition à destination du Président de la République " pour que les choix des électeurs lors du référendum du 29 mai soient respectés " Cette pétition a déjà recueilli des milliers de signatures en Loire-Atlantique.

La seconde, au cœur de l'actualité concerne la hausse des carburants.

Nous vous proposons de signer ces pétitions et de les faire massivement signer autour de vous.

LA BATAILLE S'ACCENTUE POUR MAINTENIR LE RÉSEAU DES TRAINS CORAIL

De nombreuses initiatives se développent pour obliger l'état et la SNCF à maintenir de réseau " Corail " après l'annonce faite de la suppression de nombreuses lignes.

Après Le Mans, à La Rochelle, les élus régionaux parmi lesquels Gilles BONTEMPS, vice Président de la région Pays de la Loire chargé des transports, ont participé à un débat public entre les usagers, les élus des villes concernées par la ligne Quimper, Nantes, La Rochelle, Bordeaux Toulouse (qui est sur la liste des trains supprimables) et les syndicats d'usagers et de cheminots.

À Nantes, quelques jours après, les élus communistes parmi lesquels, Gilles BONTEMPS, Michel RICA et Dany FROUIN sont allés soutenir, en gare, l'initiative du syndicat CGT qui proposait aux usagers de signer une pétition. Pour la CGT comme pour l'ensemble des organisations syndicales, de véritables discussions doivent s'ouvrir à l'échelle nationale entre l'état, les régions, RFF, la SNCF, les fédérations syndicales des cheminots et des usagers et le Conseil National des Transports Publics.

D'autre part, le Parti communiste revendique la prolongation du moratoire et l'ouverture de véritables négociations qui associent toutes les forces concernées. Une réunion regroupant l'ensemble des élus régionaux communistes aux transports est prévue le 7 septembre prochain afin de prendre de nouvelles initiatives d'action.



16ÈME FESTIVAL MONDIAL DES JEUNES ET DES ÉTUDIANTS : " LA JEUNESSE DU MONDE DIT NON À L'IMPÉRIALISME ET À LA GUERRE ! "

Pour ceux qui en doutaient, le mouvement communiste et progressiste international se porte bien dans la jeunesse. C'est le premier enseignement de ce 16ème FMJE qui, dépassant de loin les premières estimations, a rassemblé 17 000 délégués sur les 15 000 annoncés à la veille de la cérémonie d'ouverture. Pour la délégation française qui comptait 175 jeunes syndicalistes, communistes, militants associatifs, ce fut une semaine riche de débats et de rencontres avec tous ceux qui, dans leur pays, avec des réalités si différentes, cherchent et construisent de nouvelles voies pour la transformation sociale...

Forts de la victoire populaire sur la constitution libérale européenne, les Français étaient très attendus. Cela s'est traduit pour les jeunes communistes français par une trentaine de " bilatérales " avec des jeunes d'autant de pays... A l'heure de la globalisation capitaliste, le Festival résonnait de la mondialisation des résistances et des espoirs des peuples. A commencer par le peuple vénézuélien qui mène un courageux processus révolutionnaire et démocratique, basé sur l'intervention populaire, malgré la pression et les agressions à peine voilées de Washington. C'est ce qu'ont voulu faire découvrir les jeunes communistes vénézuéliens en accueillant leurs camarades français dans plusieurs provinces après le Festival.

Des " saluts solidaires et révolutionnaires " repris d'une seule voix par les milliers de délégués durant ces deux semaines, il reste la certitude qu'un autre monde est possible... " si il est socialiste " comme le disent les slogans inscrits sur les murs de Caracas.



« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Yannick CHENEAU

Commission paritaire : N° 0310 I 86504

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition SEM Locminé

Responsable de la rédaction :

Yannick Chéneau

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 35 40 55

e-mail : nouvelles-loire-atlantique@laposte.net

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Michel DEJEU

Michel LUCAS

Jean-Paul MARTEL

Jean-Yves MARTIN

Aymeric SEASSAU

Yann VINCE



Vite lu...

L'HUMA CAFÉ REPART

L'Huma café, qui nous a ses derniers mois, réservé de magnifiques soirées reprendra son programme en recevant Henri MARTIN, héros de la lutte contre la guerre d'Indochine et Alain RUSCIO, historien et journaliste, auteur d'un livre qui vient de paraître "La question coloniale dans l'Humanité -1904-2004" le vendredi 30 septembre à 18 heures au Lieu Unique, Salon de musique à Nantes.

MISSILLAC : DÉFENDRE LA POSTE

Suite aux initiatives tenues avant les congés dans lesquels les communistes s'étaient largement impliqués, un collectif de défense de la poste vient de se créer à Missillac ? Plus de 1 600 tracts ont été diffusés et 180 familles ont apporté leur soutien à l'action engagée. Nul doute que nous reviendrons sur cette actualité dans nos prochaines éditions.



Une délégation de la Fédération du Parti Communiste et des élus communistes et républicains salue et apporte son soutien à l'initiative du syndicat des cheminots de Nantes pour la sauvegarde des trains corail.

Il fallait se le dire



Vos avis, vos réflexions sont nécessaires pour que nous puissions ensemble comprendre et mieux appréhender notre action.

« NLA 41 rue des Olivettes 44000 Nantes »
e-mail : nla@wanadoo.fr

La période des congés et l'interruption de nos parutions durant les mois de juillet et août ne sont guère

propice à l'échange de courrier et de réflexion Ce qui amaigri sensiblement cette rubrique aujourd'hui.

L'ensemble de la rédaction des "Nouvelles" vous rappelle que cet espace est le votre, qu'il peut vous permettre de donner votre avis, votre réflexion, votre appréciation sur le contenu du journal, sur vos attentes...

Cela est précieux pour nous dans le souci constant que nous avons d'améliorer notre publication. Alors, n'hésitez pas et faites nous partager vos appréciations.

A la demande de lecteurs, nous publions une nouvelle fois la liste des numéros gagnants

de la vignette de la fête des " Nouvelles ".

Résultat du tirage de la vignette de la fête 2005.

Les lots sont à retirer à la Fédération du Parti Communiste 41 rue des Olivettes à Nantes. Tel 02 40 35 03 00.

N° 12225 1 Lecteur DVD

N° 14472 1 Cafetière expresso

N° 6019, N° 9273, N° 10962, Livre 100 ans de l'Huma

N° 3123, N° 8190, N° 14455, N° 11865,

N°12716, N° 13455
1 Bouteille apéritif

N° 3044, N° 3765, N° 4018, N° 5269, N° 5604, N° 6075, N° 6076, N° 6081, N° 6082, N° 6165, N° 6303, N° 6402, N° 6713, N° 6718, N° 6901, N° 6969, N° 6977, N° 7642, N° 7825, N° 8920, N° 9489, N° 9404, N° 9424, N° 9435, N° 9779, N° 9842, N° 9892, N° 10024, N° 10042, N° 10175, N° 10704, N° 10895, N° 11609, N° 11751, N° 11825, N° 11867, N° 11993, N° 11979, N° 13114, 1 bouteille de Muscadet

Nécrologie

Nous avons appris le décès de notre camarade Paul BODIN de la cellule Le Paih de Nantes suite à une longue maladie. Paul, vétéran du Parti était apprécié de tous, il laisse le souvenir d'un homme droit et combatif. Nous tenons à apporter à sa famille, à ses proches et à ses amis et camarades nos plus sincères amitiés et condoléances.